



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.762/2/V
du 8 aout 2022

advies 71.762/2/V
van 8 augustus 2022

sur

over

un avant-projet de loi 'relative
à l'accès au Registre national
des personnes physiques et
l'utilisation du numéro du
Registre national en vue de
mettre en œuvre
l'administration des salaires et
du personnel des autorités et
institutions publiques'

een voorontwerp van wet
'betreffende de toegang tot het
Rijksregister van de
natuurlijke personen en het
gebruik van het
identificatienummer van het
Rijksregister voor het
uitvoeren van de personeels-
en loonadministratie van
openbare overheden en
instellingen'

Le 23 juin 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 9 août 2022, sur un avant-projet de loi 'relative à l'accès au Registre national des personnes physiques et l'utilisation du numéro du Registre national en vue de mettre en œuvre l'administration des salaires et du personnel des autorités et institutions publiques'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 8 août 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 août 2022.

*

Op 23 juni 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege * verlengd tot 9 augustus 2022 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister voor het uitvoeren van de personeels- en loonadministratie van openbare overheden en instellingen'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 8 augustus 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Patrick RONVAUX, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 augustus 2022.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Il est rappelé qu'en vertu des articles 3, § 1^{er}, et 82, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation doit pouvoir pendant toute la procédure poser des questions ou entendre le fonctionnaire délégué ou le représentant du Ministre, désigné dans la demande d'avis pour donner les explications utiles.

L'attention du demandeur d'avis est attirée sur la nécessité de s'assurer de la disponibilité des personnes qu'il désigne pour donner les explications utiles à la section de législation¹.

Il sera veillé à l'avenir au respect des exigences ainsi énoncées par les articles 3, § 1^{er}, et 82, des lois 'sur le Conseil d'État'.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après « le RGPD »), combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de ce règlement, et l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Il ressort de l'exposé des motifs que

« [l]e présent projet de loi vise à créer une base légale pour l'accès du SPF BOSA au Registre national ».

Il s'agit dès lors bien d'un traitement de données à caractère personnel.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ En l'espèce, tel ne pouvait être le cas qu'à partir du 17 août 2022.

L'avis a été sollicité auprès de l'Autorité de protection des données le 21 juin 2022 c'est-à-dire pratiquement concomitamment à la saisine de la section de législation.

À l'heure actuelle, cet avis n'a pas été donné de telle manière que si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications autres que de forme et ne résultant pas également des suites réservées au présent avis, ces modifications devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le texte en projet a pour objet de permettre au Service public fédéral Stratégie et Appui ou l'organisation qui lui succède d'accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o, 13^o, 15^o et 16^o, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 'organisant un registre national des personnes physiques' (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet) ce qui constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées, en l'occurrence le personnel des autorités et des institutions publiques visées par l'avant-projet, garanti notamment par l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Dans son avis n° 70.542/AG/AV donné le 24 décembre 2021 sur un avant-projet de loi « relatif à la vaccination obligatoire des professionnels des soins de santé contre la COVID-19 », la section de législation a observé ce qui suit :

« 62. Pour être admissible au regard des dispositions précitées, l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification objective et raisonnable et, par conséquent, être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur². Si les ingérences prévues par le projet à l'examen poursuivent un objectif légitime (voy. supra, n^{os} 43 à 45), il convient de vérifier le respect des exigences de légalité (i), de pertinence et de proportionnalité (ii).

i) La légalité

² Note de bas de page n° 122 de l'avis cité : Avis 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 54-3126/001, pp. 402 à 456 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63192.pdf>) ; avis 63.202/2 donné le 26 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 54-3185/001, pp. 120 à 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>).

63. Sur le principe de légalité inhérent au droit au respect de la vie privée garanti par l'article 22 de la Constitution, l'assemblée générale de la section de législation a exposé ce qui suit dans son avis 68.936/AG précité :

‘Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle ³.

En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les 'éléments essentiels' sont fixés préalablement par le législateur ⁴.

Par conséquent, les 'éléments essentiels' des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des 'éléments essentiels' les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données' ⁵ ⁶.

2.1. En l'espèce, l'avant-projet détermine l'identité du responsable du traitement (article 3, § 2, de l'avant-projet), le type de données nécessaires à la réalisation de ces finalités (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet), le délai de conservation des données (article 4, § 2, de l'avant-projet), les catégories de personnes concernées par les données qui seront traitées (article 2 de l'avant-projet) et les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées et les circonstances dans lesquelles elles le seront (article 4, § 1^{er}, de l'avant-projet).

2.2. Il y a lieu de relever d'emblée que ne sont pas définies dans l'avant-projet les notions « d'autorité » et « d'institution publique » (article 2 de l'avant-projet) de telle manière que les catégories de personnes concernées par les données traitées ne sont pas strictement énumérées.

2.3. En ce qui concerne les finalités du traitement des données, l'article 5, paragraphe 1 b), du RGPD impose qu'elles soient déterminées, explicites et légitimes.

Ces finalités sont décrites comme suit par l'article 2 de l'avant-projet :

« La présente loi s'applique à la mise en œuvre de l'administration des salaires et du personnel des autorités et institutions publiques ».

³ Note de bas de page n° 123 de l'avis cité : Note de bas de page n° 174 de l'avis cité : Déjà invoqué plus avant, numéros 70 et s.

⁴ Note de bas de page n° 124 de l'avis cité : Note de bas de page n° 175 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; C.C., 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

⁵ Note de bas de page n° 125 de l'avis cité : Avis 68.936/AG précité, observation n° 101 (Doc. parl., Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>).

⁶ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/70542.pdf>.

Il y a lieu de constater que cette formulation est rédigée de manière fort large et qu'il serait utile de la développer afin de pouvoir mieux cerner ce qu'il y a lieu d'entendre par « la mise en œuvre de l'administration des salaires et du personnel ».

2.4. En effet, conformément à l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD, les données à caractère personnel qui font l'objet d'un traitement doivent être « adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ».

Si en l'espèce, les données faisant l'objet du traitement sont limitativement énumérées parmi celles énumérées à l'article 3 de la loi du 8 août 1983 (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet), il résulte de l'imprécision des finalités poursuivies qu'il est difficile d'examiner non seulement la proportionnalité des catégories de données retenues mais aussi le caractère strictement nécessaire des données qui feront l'objet d'un traitement au regard des finalités poursuivies ⁷.

2.5. Quant à la durée de conservation des données qui, aux termes de l'article 5, paragraphe 1, e), du RGPD, ne peut « excé(der) [...] celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées », elle doit être pertinente.

Il ressort du commentaire de l'article 4 que « [c]e délai de conservation [de maximum dix ans] est nécessaire afin de par exemple assurer des recalculs corrects des salaires » et qu'« [a]fin de faire face à des futurs amendements législatifs susceptibles d'influer sur le délai de conservation, une réserve est émise dans l'avant-projet de loi au cas où un délai de conservation plus long des données serait prévu dans des lois spéciales ».

À cet égard, une justification plus circonstanciée du choix de la durée de dix ans après la fin de la relation de travail de la personne concernée et des hypothèses envisagées dans le cadre de lois particulières est nécessaire.

2.6. L'avant-projet sera complété en conséquence des observations qui précèdent.

*

⁷ À titre d'exemple, la question se pose à propos de l'article 3, alinéa 1^{er}, 15°, de la loi du 8 août 1983 qui est relatif à « la mention des ascendants au premier degré, que le lien de filiation soit établi dans l'acte de naissance, par décision judiciaire, par reconnaissance ou par une adoption ».

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Er wordt aan herinnerd dat de afdeling Wetgeving krachtens de artikelen 3, § 1, en 82, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, gedurende de hele procedure aan de gemachtigde ambtenaar of de vertegenwoordiger van de Minister die in de adviesaanvraag aangewezen is om de dienstige toelichtingen te verstrekken, vragen moet kunnen stellen of hem moet kunnen horen.

De indiener van de adviesaanvraag wordt er opmerkzaam op gemaakt dat hij zich ervan dient te vergewissen dat de personen die hij aanwijst om de afdeling Wetgeving de dienstige toelichtingen te verstrekken, beschikbaar zijn.¹

In de toekomst dient gezorgd te worden voor de naleving van de vereisten die aldus in de artikelen 3, § 1, en 82, van de wetten ‘op de Raad van State’ geformuleerd zijn.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Krachtens artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna “de AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), overweging 96 van die verordening en artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, dient de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, geraadpleegd te worden bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ *In casu* zou de betrokkene pas beschikbaar zijn vanaf 17 augustus 2022.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat dit ontwerp van wet ertoe strekt te voorzien in een wettelijke basis voor de toegang van de FOD BOSA tot het Rijksregister.

Het gaat bijgevolg wel degelijk om een verwerking van persoonsgegevens.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is aangevraagd op 21 juni 2022, praktisch tegelijk met de adviesaanvraag aan de Raad van State.

Voorlopig is dat advies nog niet uitgebracht zodat, indien het vervullen van dat vormvereiste nog aanleiding zou geven tot wijzigingen die niet louter vormelijk van aard zijn en die niet eveneens voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, over die wijzigingen nogmaals het advies van de afdeling Wetgeving aangevraagd zou moeten worden, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De ontworpen tekst strekt ertoe de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning of de organisatie die hem opvolgt, toegang te verlenen tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot en met 9^o, 13^o, 15^o en 16^o, en tweede lid van de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’ (artikel 3, § 1, van het voorontwerp), wat een inmenging vormt in het recht op de eerbiediging van het privéleven van de betrokkenen, *in casu* het personeel van de openbare overheden en instellingen bedoeld in het voorontwerp, welk recht inzonderheid gewaarborgd wordt door artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

In advies 70.542/AG/AV van 24 december 2021 over een voorontwerp van wet “betreffende de verplichte vaccinatie tegen COVID 19 van gezondheidszorgbeoefenaars” heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“62. Om in het licht van de voornoemde bepalingen aanvaardbaar te zijn, moet de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven geformuleerd worden in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen die het mogelijk maken te voorzien in welke gevallen de wetgever een dergelijke inmenging toestaat. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een objectieve en redelijke verantwoording en bijgevolg evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.² Hoewel met de inmengingen waarin voorliggend voorontwerp van wet voorziet een legitiem doel nagestreefd wordt (cf. *supra*, opmerkingen 43 tot 45), dient nagegaan te worden of aan de vereisten van legaliteit (i), relevantie en proportionaliteit (ii) voldaan wordt).

² Voetnoot 122 van het geciteerde advies: Adv.RvS 63.192/2 van 19 april 2018 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3126/001, 402 tot 456, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63192.pdf>; Adv.RvS 63.202/2 van 26 april 2018 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3185/001, 120 tot 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>.

i) Legaliteit

63. Met betrekking tot het legaliteitsbeginsel, dat onlosmakelijk verbonden is met het recht op eerbiediging van het privéleven gewaarborgd in artikel 22 van de Grondwet, heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving het volgende uiteengezet in voornoemd advies 68.936/AV:

‘Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel³ dient te worden nageleefd.

Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de ‘essentiële elementen’ voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.⁴

Bijgevolg moeten de ‘essentiële elementen’ van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel ‘essentiële elementen’ uitmaken : 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.”⁵⁻⁶

2.1. *In casu* worden in het voorontwerp de volgende elementen bepaald: de verwerkingsverantwoordelijke (artikel 3, § 2, van het voorontwerp), de gegevens die nodig zijn om die doelstellingen te bereiken (artikel 3, § 1, van het voorontwerp), de bewaartermijn van de gegevens (artikel 4, § 2, van het voorontwerp), de categorieën van personen op wie de te verwerken gegevens betrekking hebben (artikel 2 van het voorontwerp) en de ontvangers of categorieën van ontvangers aan wie de gegevens meegedeeld worden alsook de omstandigheden waarin dat zal gebeuren (artikel 4, § 1, van het voorontwerp).

2.2. Er dient meteen opgemerkt te worden dat de begrippen “openbare overheden” en “openbare instellingen” (artikel 2 van het voorontwerp) niet in het voorontwerp gedefinieerd worden zodat de categorieën van personen op wie de verwerkte gegevens betrekking hebben, niet strikt opgesomd worden.

³ Voetnoot 123 van het geciteerde advies: Voetnoot 174 van het geciteerde advies: Wat dit beginsel betreft, zie supra randnummers 70 en v.

⁴ Voetnoot 124 van het geciteerde advies: Voetnoot 175 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie inzonderheid GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

⁵ Voetnoot 125 van het geciteerde advies: Voornoemd adv.RvS 68.936/AV, opmerking 101 (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55 1951/001, 119 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>).

⁶ <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/70542.pdf>.

2.3. Wat de doeleinden van de gegevensverwerking betreft, wordt in artikel 5, lid 1, b), van de AVG voorgeschreven dat ze welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd moeten zijn.

Die doeleinden worden als volgt beschreven in artikel 2 van het voorontwerp:

“Deze wet is van toepassing op de (...) uitvoering van de personeels- en loonadministratie van openbare overheden en instellingen.”

Op te merken valt dat die omschrijving in zeer ruime bewoordingen gesteld is en dat het nuttig zou zijn ze te preciseren opdat duidelijker wordt wat begrepen dient te worden onder “de uitvoering van de personeels- en loonadministratie”.

2.4. Krachtens artikel 5, lid 1, c), van de AVG, moeten de verwerkte persoonsgegevens immers “toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt”.

Hoewel de te verwerken gegevens, *in casu*, limitatief opgesomd worden met verwijzing naar die opgesomd in artikel 3 van de wet van 8 augustus 1983 (artikel 3, § 1, van het voorontwerp), volgt uit de onnauwkeurige formulering van de nagestreefde doeleinden dat het niet alleen moeilijk is om na te gaan of de in aanmerking genomen gegevenscategorieën proportioneel zijn maar ook of de gegevens beperkt zijn tot wat strikt noodzakelijk is voor de nagestreefde doeleinden.⁷

2.5. De bewaartermijn van de gegevens, die luidens artikel 5, lid 1, e), van de AVG “niet langer [mag zijn] dan [noodzakelijk is] voor de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt”, harerzijds, moet relevant zijn.

⁷ Die vraag rijst voorbeeld in verband met artikel 3, eerste lid, 15°, van de wet van 8 augustus 1983 aangaande “de vermelding van de ascendenten in de eerste graad, ongeacht of de afstamming tot stand komt door de geboorteakte, een gerechtelijke beslissing, een erkenning of een adoptie”.

Uit de toelichting bij artikel 4 volgt dat “[d]eze bewaartermijn [van maximaal 10 jaar] noodzakelijk [is] om bijvoorbeeld correcte herberekeningen van lonen te garanderen” en dat “[t]eneinde toekomstige wetswijzingen die de bewaartermijn kunnen beïnvloeden op te vangen, (...) in het voorontwerp van [wet] een voorbehoud gemaakt [wordt] voor het geval een langere bewaartermijn van de gegevens wordt voorzien in bijzondere wetten”.

In dat opzicht is een omstandiger verantwoording nodig van de keuze van de termijn van tien jaar na het beëindigen van de arbeidsrelatie van de betrokkene en van de in het kader van bijzondere wetten beoogde gevallen.

2.6. Het voorontwerp moet overeenkomstig de voorgaande opmerkingen aangevuld worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET